



Lettre ouverte des élus **F.O.-DGFIP76 à
Madame la Présidente.
BOYCOTT DU C.T.L. du 1^{er} octobre**

**Face aux enjeux : des moyens et le respect de
l'humain !**

Madame la Présidente,

En réponse à votre convocation du CTL du 1^{er} octobre 2015, les élus **F.O.-DGFIP76** décident le BOYCOTT de cette assemblée, mais souhaitent cependant évoquer quelques sujets malheureusement récurrents.

F.O. condamne avec la plus grande fermeté les 2 548 nouvelles suppressions d'emplois au Ministère envisagées dans le PLF 2016.

Avec les 2 100 nouvelles suppressions estimées à la DGFIP, ce sera près d'un quart des emplois qui aura été détruit en 15 ans aux Finances publiques.

Nous dénonçons le double discours de nos ministres qui affichent leur volonté d'améliorer les rentrées budgétaires permettant de résorber les déficits publics, et dans le même temps ne cessent de supprimer les emplois des agents qui exercent ces missions.

En Seine Maritime comme ailleurs, cette nouvelle ponction à venir va rendre encore plus vulnérable les collègues dans les postes et services qui sont déjà en souffrance.

Les fusions, restructurations, réaménagements en cours sont de nature à fragiliser encore d'avantage nos collègues. La plupart d'entre eux, tous grades

confondus, sont désabusés, voire écœurés, comme en attestent les résultats du dernier baromètre social.

La colère monte, tous constatent :

- un manque de communication et de considération pour tous les agents,
- l'absence et le mépris du dialogue social... qui ne fait que la renforcer tant au niveau national que local !

Quelques exemples. Au CTL de juin :

- nous avons été appelés à voter sur les fermetures des postes de La Feuillie, du Tréport, de St Aubin les Elbeuf... (vote **F.O.** : contre)

3 mois plus tard, l'arrêté ministériel de fermeture et regroupement avec Gournay-en-Bray, Eu et Elbeuf n'est toujours pas signé par le Ministre...

Quel mépris par rapport aux conditions de vie au travail des agents : comment préparer « sereinement » les transferts de charges et les déménagements ?

Ces mesures impactent également les services de direction !

- Nous avons été appelés à voter sur la fusion des SPF de Rouen et du Havre . Et aujourd'hui nous sommes convoqués sur le report de cette fusion, car les bases informatiques ne sont pas fusionnables... cela dit, elles ne l'étaient pas plus en juin !! (vote **F.O.** : contre)

Ordres et contre-ordres

Ainsi, vous conservez le regroupement des deux services de Rouen sur un seul plateau. Cela pose un problème de superficie pour les collègues concernés et le tout à coût de travaux minimal.

Vous semez la zizanie entre collègues, qui ne comprennent pas les disparités de « traitement » : le bureau libéré par le Service de Publicité Foncière au profit des collègues des Domaines va, lui, être rénové !!

En restituant les locaux du site Pasteur et de la Trésorerie de Rouen Municipale, l'administration va faire une économie annuelle de plus de 900 000€ !! excusez du peu !!!

Si l'administration avait respecté sa position traditionnelle de reverser la moitié des économies ainsi réalisées, les travaux sur l'intégralité des sites départementaux eurent été assurés aisément !!

Au fait avez-vous pensé à demander cette manne budgétaire à la Centrale ?

De même, au titre des économies, les collègues qui doivent investir l'ex-Ecole Nationale des Douanes (chaîne de contrôle fiscal et Trésorerie de Rouen Municipale) ne seront pas relogés correctement .

Lors du CTL de juin, nous vous avons pourtant largement mise en garde sur ce point, aujourd'hui la situation n'a malheureusement guère évolué.

Aussi les collègues de la chaîne de contrôle ont d'abord signé une pétition expliquant leur refus de changer de locaux.

Il aura fallu le dépôt d'un préavis de grève en juillet émanant de 3 syndicats (**F.O.**, Solidaires et C.G.T.) afin que vous organisiez enfin une rencontre le 1^{er} septembre avec tous les collègues du 5^{ème} étage de la DRFiP. Rien de concret n'en étant ressorti ...

Le 8 septembre, 75% des agents étaient grévistes.

Vous avez accepté de nous rencontrer ce même jour et nié le résultat de cet appel...

Autre déménagement prévu sur l'ex-END, la Trésorerie de Rouen Municipale. Les collègues n'étaient pas demandeurs mais dès lors où le relogement leur permettait une amélioration, ils n'y voyaient pas d'objection majeure. Le comptable a instauré un dialogue approfondi avec ses personnels. Plusieurs propositions avaient été abordées et le dernier projet était la résultante d'une démarche aboutie, raisonnée et raisonnable.

Or, suite à votre passage la semaine dernière à l'ex-END, vous avez refusé un certain nombre de ces propositions... Les collègues aujourd'hui sont désabusés par ces refus de travaux, d'autant plus que lors du précédent CTL, suite à notre demande, vous vous étiez engagée à les réaliser.

L'impression finale pour les agents est que vous « donnez » à l'un en « enlevant » à l'autre.

Vous êtes également passée au début de l'été dans un certain nombre de postes qui vous ont fait part de leurs difficultés notamment en raison d'un manque criant d'effectifs. A certains, vous avez répondu, « il faut vous réorganiser » ... mais Madame la Présidente, à force de voir fondre les effectifs, cela devient juste IMPOSSIBLE !

Dans ces opérations, deux objectifs sont toujours à réaliser :

- faire des économies et gérer l'humain..
- si vous remplissez avec zèle ce 1^{er} objectif qui vous est fixé, le deuxième, le plus essentiel, est complètement délaissé.

Il est de notre devoir d'OS, Madame la Présidente, de contester cette méthode qui semble se généraliser au niveau de notre administration, en terme de management de considérer l'humain et les personnels comme quantité négligeable !

Madame la Présidente, la situation générale (réformes en cours, absence de revalorisation du point d'indice, diminution des taux de promotions...) est de nature à générer une morosité importante. Il est donc essentiel de soutenir et défendre vos personnels, force est de constater que ce n'est pas le cas.

Rouen, le 1^{er} octobre 2015

